



AUTORISATION DE SURVOL DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES - autorisation numéro 2013 - 165 -

Pétitionnaires : Syndicat Mixte du Haut Béarn

Adresse : Monsieur le Président du Syndicat Mixte du Haut-Béarn - institution patrimoniale du Haut-Béarn - maison des vallées - 2, rue des Barats - 64400 OLORON SAINTE MARIE

Nature de la demande : survol,

Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées en vallées d'Aspe et d'Ossau,

Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Yves HAURE - Secrétaire général du Parc National des Pyrénées

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 19-2,

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R 331-19-2 du code de l'environnement (*NOR : DEVL120758A*).

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu la résolution du conseil d'administration du Parc National des Pyrénées, réuni le 1er décembre 2009, référence CA n°25-2009, portant dispositions de réglementation temporaire du cœur du Parc National des Pyrénées,

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra, sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

- article premier :

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles en supra, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise le syndicat mixte du Haut-Béarn (*Pyrénées-Atlantiques*) à organiser des héliportages, dans la zone cœur du Parc National des Pyrénées, dans les conditions suivantes :

- secteurs desservis en vallée d'Ossau : Magnabaigt, Cap de Pount, La Glère, Peyreget, Anéou, Peyrelue, Dous Boues, Pombie, Saoubiste,

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

../..

- secteurs desservis en vallée d'Aspe : Bonaris, La Cuarde, Le Caillaou, la Pourcibe, Saoutelle, Lapassa – Aillary, Hortassy, Banasse, Pacheu, Couecq, Espéluenguère, Escouret, Arnousse,
- objet du survol : campagne de prélèvement d'eau dans les cabanes fromagères,
- prestataire : HELI BEARN,

Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation.

Les trajets seront calculés en fonction des zones de sensibilité de la faune sauvage qui seront communiquées par Messieurs les Chefs de secteur du Parc National des Pyrénées en vallées d'Aspe et d'Ossau.

La desserte du secteur de Saoubiste prendra en compte la zone de sensibilité majeure de l'aire d'aigle d'Estrémère (OS19).

- article deux :

La présente autorisation est délivrée pour le mardi 30 juillet 2013.



- article trois :

Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de tout autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc National des Pyrénées.

- article quatre :

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le vendredi 19 juillet 2013.

 Gilles PERRON
74
Directeur du Parc National des Pyrénées


Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.